

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Conférence de Belgrade LA LUTTE DES PEUPLES DERANGE LES PROJETS AGRESSIFS DE MOSCOU

A quelques jours de l'ouverture de la Conférence de Belgrade sur la vérification de l'application des accords d'Hel-

sinki et de la visite de Brejnev dans notre pays, la presse soviétique mène grand tapage sur ces deux événements dont Moscou entend tirer le plus grand profit pour ses ambitions hégémoniques.

La «Pravda» vient ainsi de publier une sévère mise en garde à l'intention de tous les «trublions» qui chercheraient à soulever, à cette occasion, la question des droits de l'homme en URSS.

«La réunion de Belgrade ne doit pas se transformer en "procès" intenté par certains pays à d'autres pays» écrit le porte-parole soviétique à la réunion préparatoire de Belgrade. Cette réunion, rappelle-t-il, n'est que «préparatoire» et il ne s'agit «que de problèmes d'organisation sur lesquels il est indispensable de se mettre d'accord» toutes les autres questions, d'après lui, doivent être examinées à la rencontre prévue en automne. Et Vorontzou dénonce avec plus de précision ceux qui voudraient faire passer «une sorte d'examen pour savoir comment certains pays exécutent certains points ou points de détail sortis du contexte des accords d'Helsinki».

C'est les libertés fondamentales de l'homme, quotidiennement bafouées par la dictature terroriste des dirigeants du Kremlin, ce sont les camps d'internement, les asiles psychiatriques, les persécutions du KGB, l'écrasement des minorités nationales, l'antisémitisme, que Vorontzou qualifie ainsi allègrement de «points de détails».

(Suite p.4)

(Suite p.2)

Métro parisien

LES NETTOYEURS CONSOLIDENT LEUR GREVE

Depuis le 31 mai, ils sont en grève. Un peu plus d'un millier d'ouvriers arabes et noirs africains pour la quasi-totalité, et quelques Français, qui se comptent sur les doigts des deux mains, refusent de continuer à travailler pour des salaires de misère et des conditions de sécurité et d'hygiène lamentables.

Comme pour les éboueurs, c'est lorsqu'ils sont en grève que des millions d'autres travailleurs prennent conscience de leur existence et du travail qu'ils accomplissent. Pour l'essentiel, ils travaillent la nuit ou les dimanches dans les stations et couloirs du métro. La RATP, pour qui ils effectuent ce travail, n'est pas leur patron direct. Pour réaliser davantage de profits, la RATP a, en effet, fait appel à des entreprises sous-traitantes, comme la SNCF, pour le nettoyage de ses installations.

Au métro, elles sont 6 sociétés différentes à se

partager le réseau d'embauche des nettoyeurs. Ce qui donne une disparité complète dans les salaires et les statuts. Mais, au-delà de la disparité, le point commun c'est l'insalubrité et surtout les bas salaires. En effet, si pas une feuille de paye ne ressemble à l'autre, le salaire mensuel reste cantonné entre 1 600 F et 1 800 F pour 173 heures.

«Pour gagner un peu plus, on fait des heures supplémentaires, des dimanches qui ne sont pas payés comme il devrait ; le mois dernier, j'ai travaillé 27 jours complets sur 31 et à la fin je n'ai eu que 2 200 F». Ils n'ont droit à rien ou presque, pas de prime de nuit ni de panier, «quand on change une blouse on nous le retient sur la paye», pas de vestiaires, pas la gratuité des transports en commun comme les employés de la RATP.

«On n'a même pas de gants pour nettoyer les murs à l'acide, sur les voies

il faut ramasser la merde, avec les mains à côté de la ligne à haute tension».

Aussi les revendications sont-elles nombreuses et concernent avant tout la question du salaire. 2 300 F minimum pour 40 h, et aussi des vestiaires, la gratuité des transports en commun, des vêtements de travail, etc.

Dès le début, le mouvement fut unanime chez les nettoyeurs du métro. Presque tous syndiqués à la CFDT (plus de 90 %), les grévistes ne s'en remettent pas, loin de là, à quelques responsables syndicaux pour diriger le mouvement. En effet, la conduite de la grève est assurée par la tenue quotidienne

de l'assemblée générale des grévistes et par un comité de grève élu. Ces normes de fonctionnement ne sont pas de pure forme, mais ont un contenu de classe prolétarien, qui s'est concrétisé à plusieurs reprises déjà au cours de la lutte.



Les nettoyeurs du métro déterminés à lutter jusqu'à la victoire.

Editorial

L'internationalisme prolétarien dans les syndicats aujourd'hui

La haine du social-impérialisme et de son représentant Brejnev qui viendra en France, dans quelques jours, n'est pas partagée par les seuls communistes marxistes-léninistes.

Si la conscience du danger de guerre et d'agression que représente l'URSS impérialiste d'aujourd'hui, particulièrement en Europe, est encore peu élevée, ils sont des millions, les travailleurs de France qui connaissent et condamnent l'agression contre la Tchécoslovaquie de 1968, la répression fasciste en URSS même.

Le devoir de tous les communistes et des ouvriers conscients c'est de développer le mouvement antisocial-impérialiste dans notre peuple. Comme vis-à-vis d'Hitler et du nazisme, de l'impérialisme US et de sa sale guerre d'agression au Vietnam, Laos et au Cambodge, il faut opposer la mobilisation des masses et l'internationalisme prolétarien contre les pires ennemis des peuples du monde.

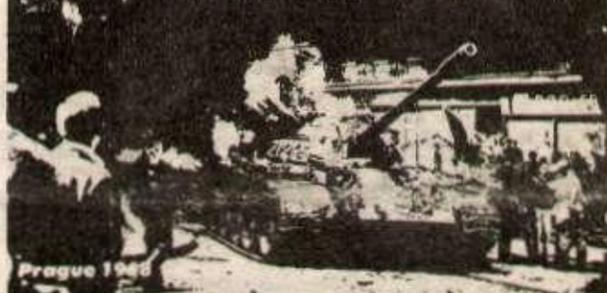
C'est en particulier dans les syndicats que les travailleurs anti-impérialistes doivent provoquer la discussion et l'adoption de motions, résolutions, ou autres initiatives concrètes condamnant le social-impérialisme lors de la venue en France de Brejnev.

Qu'on se rappelle seulement au Congrès de la CFDT l'an dernier à Annecy la condamnation massive par la majorité des délégués de la présence d'un membre du personnel de l'ambassade US. Qu'on se souvienne alors de la déclaration du Bureau national, condamnant l'intolérance et critiquant une motion du syndicat des Eaux qui promettait le même sort à l'URSS si elle avait eu aussi un représentant.

L'opportunisme et la conciliation ont toujours le même visage, celui de la trahison des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, celui de la soumission devant les pires forces réactionnaires. Dans la CGT, il ne s'agit même plus d'opportunisme car les dirigeants comme Séguin et Krasucki sont membres du Bureau politique du PCF qui qualifie l'URSS de pays socialiste, vante sa politique de «détente et de paix», et recouvre en ce moment, à Paris, les slogans du Parti communiste marxiste-léniniste de France hostiles à Brejnev.

Élargir et concrétiser la protestation contre la venue de Brejnev dans les sections et diverses structures syndicales, c'est aussi la tâche de tous les anti-impérialistes et internationalistes conséquents.

BREJNEV PARLE DE DETENTE, IL PREPARE LA GUERRE !



VIVE L'URSS DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE !

DEHORS BREJNEV, REPRESENTANT DU SOCIAL-FASCISME !

Mobilisons-nous contre les préparatifs de guerre des deux superpuissances !
Préparons la révolution !

**MANIFESTATION
SAMEDI 18 JUIN
A 16 H A REPUBLIQUE**

A l'appel des communistes marxistes-léninistes de France de «l'Humanité rouge»,
du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste),
de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire,
de la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste de France,



• Flers

Lutte contre un marchand de sommeil

En décembre dernier, un meeting antiraciste protestait contre le jugement du tribunal d'Alençon relaxant l'auteur d'une agression raciste. Il a été le point de départ d'une action au niveau des conditions de logement des immigrés (turcs, arabes, quelques pakistanais).

Notre correspondante locale a interrogé l'un d'entre eux sur la lutte menée depuis mars 77.

Où sont logés les travailleurs immigrés à Flers ?

— Un immigré célibataire est obligé d'accepter d'aller chez Bouscaut, malgré lui, il ne peut aller nulle part ailleurs parce qu'il n'y a pas de structure d'accueil. Et on se fait rejeter des hôtels et des chambres meublées parce qu'on est arabe.

Bouscaut, c'est un marchand de sommeil. Ses chambres, on dirait plutôt des callules, avec une fenêtre condamnée, l'électricité très souvent coupée, les fils électriques apparents, les lavabos qui se bouchent, 2 WC pour quatre étages (60 chambres) toujours bouchés, donc inutilisables, pas de chauffage, pas d'eau chaude, pas de douche, des cloisons en contre-plaqué, pas d'issue de secours ; au 4^e étage, les mansardes sont isolées avec du polystyrène. On paie 170 F pour une pareille chambre.

Si on a du retard, Bouscaut ne se gêne pas pour pénétrer dans les chambres, prendre toutes nos affaires, changer les serrures, et il faut attendre qu'il soit calmé pour les récupérer.

On n'a pas le droit d'écouter la radio, d'avoir un chauffage électrique d'appoint parce que cela consumerait trop. Souvent, quand on arrive du boulot, l'électricité est coupée, on est obligé d'avoir une bougie.

Comment les immigrés se sont-ils organisés pour dénoncer leurs conditions de logement ?

— Depuis longtemps, ils voulaient faire quelque chose, mais ils avaient peur. Ils étaient obligés de supporter cette situation jusqu'au jour où il y a eu des malades. Des infirmières sont venues les soigner, elles ont

expliqué que tant qu'ils seraient chez Bouscaut, il n'y aurait pas de guérison possible. Par la suite, des contacts, ont été pris avec la CFDT, les travailleurs sociaux, la CSCV (Confédération syndicale du cadre de vie)... Un comité de soutien aux immigrés s'est créé. L'action a commencé par des pétitions envoyées au préfet, exigeant l'expropriation de Bouscaut en vertu de la loi du 13 juillet 1976, sur les marchands de sommeil. Environ 500 signatures ont été recueillies. Une conférence de presse a eu lieu début mars.

Comment Bouscaut et la municipalité ont-ils réagi ?

— Bouscaut a réagi par des menaces. « Je vais vous foutre tous à la porte ! », et par la répression. Il a pris tous les vêtements d'un travailleur immigré qui avait été très actif, il a changé la serrure de sa chambre. Il a fallu l'intervention du Comité de soutien pour que la police accepte d'enregistrer la plainte pour violation de domicile.

La municipalité a voulu calmer les gens en attribuant des logements en HLM (F 3 ou F 4). Il y a eu 28 immigrés relogés dans différents quartiers de la ville. Le sous-préfet, qui jusqu'à présent refusait de recevoir le Comité de soutien, a reçu une délégation fin mars et a proposé la création d'un foyer. Il va falloir obtenir que le foyer soit construit à Flers et non à l'extérieur, qu'il soit ouvert également aux travailleurs français, qu'on ait le droit de recevoir qui on veut et de se réunir. Et puis il y a aussi l'expropriation de Bouscaut, il ne faut plus qu'il loue à d'autres immigrés.



Il n'y a pas de placard pour ranger les affaires alors que les chambres soi-disant louées «meublées» sont petites et très humides.



• ONU

La Chine dénonce le régime raciste sud-africain

Fin mai, le Conseil de sécurité de l'ONU a discuté de l'agression des régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud contre le Botswana.

A cette occasion, le représentant chinois a déclaré : « Récemment, tout en intensifiant, de concert avec le régime Smith, de Rhodésie, sa répression contre le mouvement d'Afrique australe, le régime raciste sud-africain a maladroitemment tramé un complot politique en déclarant que son gouvernement « voulait établir des liens avec la Chine ». Il tentait ainsi d'induire l'opinion publique en erreur, de tromper le peuple, de modifier son image impopulaire à l'étranger et de sortir de son isolement sur la scène internationale. Pour sa part, le social-impérialisme, de connivence avec le régime de Vorster, n'a épargné aucun effort pour aider, par ses officines de propagande, le régime raciste sud-africain à diffamer la Chine et semer la discorde entre celle-ci et les pays et peuples africains.

« Nous estimons nécessaire de souligner solennellement qu'aucune force ne pourra saboter l'amitié militante qui unit le peuple chinois et le grand peuple africain et que ces tactiques méprisables ne trompent personne... la délégation chi-

noise réitère solennellement le refus du gouvernement chinois d'entretenir, directement ou indirectement, des relations politiques, économiques, commerciales ou autres avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Le gouvernement et le

peuple chinois soutiendront fermement, comme par le passé, la juste lutte des peuples du Zimbabwe, de Namibie et l'Azanie contre le racisme et pour la libération nationale, et ce jusqu'à la victoire finale. »

• Pékin

Visite d'une délégation du comité central du PCP (ML)

Le président Houa Kou-feng a reçu récemment la délégation de Parti communiste du Portugal conduite par son secrétaire général. Au banquet amical, qui a suivi cette réception, le camarade Li Sien-Nien, a déclaré que depuis des années, luttant infatigablement contre l'impérialisme, le révisionisme moderne et la domination fasciste de son pays, en particulier contre le social-impérialisme soviétique, le PCP (ml) n'a cessé

de se développer et de gagner en maturité. Il a indiqué qu'actuellement, la conjoncture internationale s'avère excellente puisqu'elle continue d'évoluer dans un sens favorable aux peuples des divers pays, mais défavorable aux deux puissances hégémoniques, l'URSS et les USA. Il a ajouté que dans la lutte commune contre l'impérialisme le révisionisme et la réaction, les partis chinois et portugais se soutiennent mutuellement.

Pour sa part, le secrétaire général du PCP (ML) a fait un chaleureux éloge du président Mao et de sa contribution au développement du marxisme. Il a ajouté que le peuple portugais assiste aujourd'hui sur son propre sol à la dispute acharnée entre les deux superpuissances.

Le social-impérialisme, a-t-il dit, se déguise en « ami des travailleurs » et c'est un impérialiste des plus dangereux.

• Conférence de Belgrade

La lutte des peuples dérange les projets agressifs de Moscou

(suite de la page une)

Ces tentatives, poursuit-il, « sont incompatibles avec l'approfondissement et le renforcement de la détente ».

Voilà où le bât blesse les dirigeants du social-impérialisme russe. En forçant les autres pays à s'asseoir autour d'une table de négociation, ils entendent leur imposer d'accréditer la fable de la prétendue « détente » qui sert à couvrir leurs préparatifs de guerre frénétiques.

Mais la lutte antifasciste des peuples soviétiques et des pays de l'Est maintenus sous la botte du Kremlin, vient frapper de plein fouet ce bel échafaudage et soulève l'inquiétude de Brejnev.

C'est lui qui avait exigé et imposé « l'institutionnalisation » de la Conférence d'Helsinki. Les 34 autres pays signataires de l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération européenne avaient suivi sans enthousiasme. Alors que des années de discussions avaient été nécessaires pour aboutir à un document accepté par tous, les conférences de « vérification », comme celle qui commence mercredi à Belgrade, ne semblaient pas susciter trop de problèmes. Mais la lutte des peuples des pays dominés par le social-impérialisme russe a bouleversé cet équilibre et place Moscou dans une situation défensive. Toute la préparation de la Conférence de Belgrade s'en est trouvée modifiée.

L'opinion publique mondiale est en effet moins braquée sur l'examen des prétendus « progrès de la détente », que par ailleurs les faits démentent tous les jours, que sur les contradictions qui existent entre le chiffon de papier signé par Brejnev et ses agissements fascistes.

La lutte des ouvriers et paysans soviétiques, polonais, tchèques, dont les « dissidents » contraints à l'exil en Occident ne sont que le reflet, risque donc de faire capoter la Conférence-bilan voulue par Brejnev, ou tout du moins de la transformer en foire d'empoigne.

Le nouveau chef de file de l'impérialisme américain, Jimmy Carter, s'est emparé de cette aubaine inespérée pour tenter de l'utiliser à son profit dans le cadre de la rivalité acharnée qui l'oppose au social-impérialisme russe dans leur commune prétention à dominer le monde. Mais si celui de la ruse échoue, Brejnev est prêt à parler le langage de la force avec l'arrogance que lui confèrent ses rapides progrès en matière militaire.

Carter le sait et risque fort de mettre les pouces si la menace soviétique se fait plus précise.

C'est déjà cette attitude de conciliation à l'égard de Brejnev, le nouvel Hitler, que nombre de pays occidentaux ont adoptée ; de nombreux pays de la CEE

et de l'Alliance atlantique ont déjà affirmé qu'ils entendaient se rendre à Belgrade dans un esprit de « coopération et non de confrontation ». De Guiringaud, ministre français des Affaires étrangères, fait campagne pour « faire prévaloir à Belgrade l'esprit de confiance sur l'esprit de suspicion ».

Quoi qu'il en soit, les

« experts » qui se rencontreront mercredi à Belgrade auront fort à faire pour établir un « mode d'emploi » de la conférence (date, durée, ordre du jour, procédure, méthode de travail), susceptible d'être accepté par tous ! Prudents, ils ont déjà annoncé qu'il ne leur faudra pas moins de 4 à 6 semaines pour y arriver !

• Philippines

Les luttes populaires prennent un nouvel essor aux Philippines où le régime Marcos poursuit une politique de dure répression contre le peuple.

Dimanche, 800 opposants politiques - ouvriers et étudiants pour la plupart - s'étaient rassemblés dans une église catholique pour célébrer le « jour de la liberté ». Ils dénonçaient violemment la loi martiale maintenue sur tout le territoire depuis 1972. Les manifestants ont été entourés par les forces de répression qui ont dû lever le siège au bout de 22 heures.

Le 7 juillet s'ouvrira le procès de 92 cadres et militants du Parti communiste des Philippines devant une cour militaire. Parmi les accusés figurent José A. Sison, président du parti, Antonio Zumel, ancien président du club de la presse,

Bernave Buscayno, commandant en chef de la « nouvelle armée populaire » dirigée par le PCP, et plusieurs membres du Comité central. C'est en fait le procès du régime antipopulaire qui se fera à cette occasion.

• Zaïre

Dans une interview accordée au journal « Le Monde », le président Mobutu, président du Zaïre, de passage à Paris a commenté en ces termes l'attitude de la Chine à l'égard de son pays :

« Depuis janvier 73, c'est-à-dire depuis le début des relations sino-zaïroises, jamais le gouvernement de Pékin ne s'est ingéré en aucune façon dans nos affaires internes. L'aide de la Chine est non seulement la plus directe, et la plus efficace, mais c'est aussi celle que je crois la plus totalement dénuée de calcul. »



Télévision

Quand Chevénement 'crache sur la Commune !

Samedi 11 juin, est passé sur FR3, un film sur l'un des chefs militaires de la Commune de Paris : Rossel. Chevénement, réalisateur du film, s'il rappelle certaines mesures prises par les communards, se garde bien d'expliquer la nature profondément novatrice de la Commune : pour la première fois dans le monde, le peuple, classe ouvrière en tête, partait à l'assaut pour abattre la dictature de la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat. Bien au contraire, Chevénement montre le plus grand mépris vis à vis de l'héro-

Quand le peuple prend les armes pour s'attaquer à la bourgeoisie, il va tout droit à l'abattoir. A partir de cette conception de l'histoire, nous voyons très bien où ce monsieur Chevénement veut arriver. Puisque la voie de la révolution prolétarienne mène à l'échec, la voie juste c'est celle du passage pacifique. Puisque le peuple doit remettre son sort aux mains de grands chefs, aujourd'hui il doit remettre son sort dans les mains de ces soi-disant grands chefs populaires que sont Marchais, Mitterrand, et Chevénement aussi, bien entendu...

En salissant devant des millions de spectateurs, la Commune afin d'écartier le peuple de la voie de la révolution prolétarienne, ce monsieur montre qu'il aurait été au service de Thiers en 1871, tout comme aujourd'hui il est au service de la bourgeoisie de «gauche». Chevénement est vraiment très, très mal placé pour donner des leçons sur la Commune.

En parlant à la fin de l'émission, ce monsieur dit à propos de l'actuelle bourgeoisie au pouvoir : «Thiers a collaboré avec les allemands, aujourd'hui elle vend ses usines aux américains, elle place son argent en Suisse». Or Chevénement est le chef de file du CERES. Le CERES et le PCF sont les actifs soutiens en France de l'hégémonie russe, nouvelle Allemagne; ils aident l'URSS à faire main basse sur l'Europe. Ce monsieur n'hésite pas à citer le président Mao; mais il est vraiment très, très mal placé pour donner des leçons d'indépendance nationale.

Samedi 11 juin, à la télé, Chevénement a craché de toutes ses forces sur l'héroïque Commune de Paris. Les crachats ne pourront jamais réellement salir la Commune, ils ne peuvent que salir un peu plus cet individu qui est déjà bien dégoutant.

que peuple de Paris, il traîne la Commune dans la boue et lance les calomnies les plus viles. Le peuple est présenté comme une populace imbécile, insouciant. Les gardes nationaux sont des pleutres qui refusent de se battre et s'enfuient au premier coup de fusil. Ce thème revient très souvent et parmi les multiples propos que Chevénement a mis dans la bouche de Rossel, voici les suivants : «Je ne ferai pas de discours, une armée régulière vous fusillera, vous êtes des lâches, les dirigeants civils et militaires sont des incapables, des voleurs et de doux rêveurs». A leur sujet, Chevénement fait dire à Rossel : «L'obstacle, c'est vous, votre faiblesse»; plus loin, il fait dire à Rossel : «Vous feriez mieux de vous préparer, au lieu de cette pagaie». Bref pour Chevénement, la Commune c'est la pagaie, l'anarchie.

AYDINLIK
Exposition de photos
Sur la lutte du peuple de Turquie
contre les deux superpuissances
DU 13 AU 25 JUIN
DE 14 H A 20 H

LIVRES - DISQUES - AFFICHES

PROJECTION DE DIAPOS ET DEBAT

Mercredi 15, samedi 18, samedi 25 juin, à 17H

adresse : Culture et diffusion, 68 rue de Belleville,
PARIS 20e - Métro : Pyrénées.

Une promotion bien méritée

Récemment réuni le Comité du PCF de la Sarthe a élu un nouveau secrétaire fédéral, en remplacement de Robert Jarry, devenu maire du Mans, à la suite des dernières élections : un nommé Claude Martel.

Le journal réactionnaire le «Maine libre» (libre de mentir) consacrait un assez long article à cette nomination.

Nous marxistes-léninistes du Mans, pouvons juger que cette promotion est bien méritée. En effet, le dénommé Martel est un spécialiste accompli du coup de poing.

En 68, au cours d'une manifestation, il agressait le secrétaire du PSU.

En septembre ou octobre de la même année on le retrouvait à la tête (avec Jarry) d'un commando d'une dizaine de nervis, renforcé de jeunes savateurs recrutés pour l'occasion, pour casser la gueule aux premiers vendeurs de l'Humanité rouge, sur le marché

de Pontieue.

Lors de la période des dernières élections présidentielles, il agressait un distributeur de tracts de l'HR à la porte de l'usine Glaen-

zer, frappant le camarade à la nuque alors qu'il lui tournait le dos.

Puis on le voyait avec d'autres nervis essayer d'interdire la participation des

militants de l'Humanité rouge à une manifestation de solidarité aux fusillés du FRAP et de l'ETA. Pendant toute la manif, il déchirait les tracts marxistes-léninistes distribués par les camarades.

La caractéristique principale de cet individu, c'est qu'il ne perd pas son temps à bavarder (nous n'avons jamais entendu une parole «politique» dans sa bouche, même le baratin habituel du PCF) : il cogne.

Qu'un pareil social-fasciste soit élu secrétaire fédéral doit faire réfléchir tous ceux qui croient qu'il ya possibilité quelconque de redressement du PCF, tous ceux que la présence d'éléments honnêtes dans les rangs de cette organisation peut encore tromper.

Martel, c'est le révisionnisme tout nu : l'élection d'un pareil nervi doit nous ouvrir les yeux sur le caractère résolument anti-populaire du PCF.

Correspondant HR - Le Mans

La CFT continue ses méfaits

Il y a quelque temps, un ouvrier turc de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois dans la région parisienne était blessé gravement à coups de tournevis par des hommes de main de la CFT. Il avait eu le courage de porter plainte contre le déroulement des élections professionnelles d'octobre 1976.

Celles-ci avaient été annulées. Le tribunal avait conclu que «certains agents ont exercé des pressions sur les salariés pour les amener à voter CFT». Après l'agression, dont il a été l'objet, l'ouvrier turc recevait la notification de son licenciement, le 28 mai pour «bagarre à l'intérieur de l'usine». Le 6 juin dernier, le tribunal statuait sa demande de réintégration. L'avocat de Citroën accumulant mensonges sur mensonges obtiendra le maintien du licenciement de l'ouvrier turc. Cela se passait le lundi 6 juin, le jour même de la mort de Pierre Maitre.

Le café augmente... dans les entrepôts !

Les récentes hausses sur le café et celles à venir sont présentées dans la presse comme la conséquence des mauvaises récoltes au Brésil. La preuve du contraire vient de nous être apportée à nouveau si besoin était, par un petit commerçant (dans un café parisien). Son fournisseur lui avait révélé avoir vu, au Havre, des entrepôts entiers bourrés de

café. Les spéculateurs qui contrôlent le marché refusaient de le vendre de peur de voir les cours baisser !

Commentaire du petit commerçant : «Leur grève sur le café, et la bière, l'autre fois, c'était de la connerie. Ce qu'il aurait fallu faire, c'est aller au Havre et les forcer à lâcher leurs stocks. Là, les cours auraient baissé !»

La justice et les gros capitalistes

Deux membres de la famille grenobloise Merceron-Vicat, dirigeants de la société des ciments Vicat, passaient en jugement le 9 juin.

C'est une lettre anonyme qui fit découvrir en 1975 une affaire de création de société plus ou moins bidon par la famille Merceron-Vicat, avec factures gonflées et absences de travaux correspondant aux factures.

Pour les experts, il y aurait un «trop-perçu» de 2 à 3 millions de francs entre 1972 et 1974, pour les contre-experts, ce trop-perçu n'atteindrait «que» un million 300 mille francs. C'est bien peu de choses, mais chacun sait que la justice est sans pitié pour ce genre d'activité. Aussi le ministère public a-t-il réclamé 18 mois et deux ans de prison avec sursis avec des amen-

des de... 100 000 F !

Donc, n'hésitez pas, détournés des fonds ! La justice ne vous réclamera que 10 % : ça vous laisse toujours 90 % de bénéf !

Mais attention, il faut faire partie du beau monde. Si vous êtes ouvrier, petit paysan ou employé, vous risquez gros. Et si vous êtes immigré, n'en parlons pas ! Pour un quignon de pain vous risquez déjà d'être expulsé ou victime d'un attentat ! Le jugement sera rendu fin juin.

Le «Dauphiné Libéré» soutient presque ouvertement MM. Merceron-Vicat. Quand on sait que cette famille et la famille Richepot, propriétaire du Dauphiné, sont très liées, ça n'étonne plus. Elles ont même acheté un avion d'affaire en commun !

COMMUNIQUE

Les tracts et affiches pour la manifestation du 18 juin contre la venue de Brejnev sont à la disposition des militants.

■ ■ ■

Ils peuvent se les procurer dans nos locaux

nouvelles intérieures

BREJNEV HORS DE FRANCE !
MANIFESTATION

SAMEDI 18 JUIN - 15 HEURES

PLACE NOTRE-DAME - GRENOBLE

A l'appel des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge (Rhône-Alpes) et du Parti communiste révolutionnaire (Fédération), de la JCMLF et de l'UCJR.

Ratonnade au Trocadéro

Trois ou quatre personnes, d'origine Nord-africaine, se sont groupées dans un coin retiré de l'esplanade pour jouer et chanter des airs de leur pays. Autour, un petit attroupement : touristes, et curieux, appréciant ce concert inattendu et bon-enfant : Les musiciens ne sont là que pour leur plaisir, ils tolèrent les auditeurs, mais ne font aucune quête (cette précision est essentielle, car tous ceux qui connaissent le Trocadéro savent qu'il est fréquent d'y voir des groupes musicaux français ou anglo-saxons y monayer leurs talents sans être inquiétés). Quelle différence y a-t-il donc entre eux et entre ceux qui, dans la plus complète liberté, se promènent, font des photos, ou s'exercent au «surf-à-roulettes» ? Ils sont arabes, et, fait aggravant, probablement travailleurs et non riches touristes.

Brusquement, un fourgon de police arrive, des gardiens de la paix jaillissent matraque haute, et fondent brutalement sur la foule. Coups de matraques, courages, arrestations (comme par hasard, rien que des Arabes !).

Après un court moment de flottement, de nombreuses personnes (arabes, mais aussi françaises et touristes étrangers) se regroupent près du fourgon où sont retenus les personnes arrêtés.

Nouvelle charge de police, nouvelles arrestations «Dispersez-vous ! ordonnent les policiers. Un monsieur assez âgé tient à faire connaître sa réprobation, et décline sa qualité de fonctionnaire : «Fonctionnaire de police ? Non, alors mêlez-vous de vos affaires et circulez !», lui répond grossièrement un agent. Une autre personne s'indigne de se voir ainsi agressée dans son propre quartier.

«Dispersez-vous, sinon on vous embarque aussi !», est la réponse.

Et cessez de discuter, sinon c'est avec ÇA qu'on va vous répondre !», ajoute un autre policier en brandissant sa matraque.

Mais la foule ne cesse de grossir. En vacances, ou pas, de nombreuses personnes se sentent concernés, et l'expriment hautement.

Les policiers préfèrent partir (mais avec les personnes appréhendées, ce qui est très important), sous les cris de la foule : «Racistes, Fascistes !».

Un lecteur, ayant assisté à la scène



Foyers Sonacotra en lutte

• Torcy — Seine-et-Marne Grève unanime contre les augmentations de loyers !

Après le plein succès de la fête de l'Unité des résidents des foyers Sonacotra en grève des loyers, de nouvelles perspectives s'ouvrent à la lutte. En effet, d'importantes augmentations sur les prix des chambres viennent d'être affichées dans les foyers Sonacotra. Et cela provoque la juste colère des résidents.

Alors que ceux-ci luttent depuis des mois contre les prix exorbitants des loyers, contre ces véritables foyers-prisons que sont les « foyers-hôtels » Sonacotra, la dernière réponse de la direction et, derrière, du pouvoir, c'est les augmentations.

Mais une fois encore, ils soulèvent une pierre qui leur fera mal aux pieds en retombant. Ils croyaient casser la grève par les expulsions, les saisies-arrêts sur salaires. La grève s'est renforcée sur tous les plans. Ce qu'ils gagnent avec ces augmentations, c'est de nouveaux foyers en grève et une coordination plus forte.

Ainsi, le foyer de Torcy, près de Chelles, en Seine-et-Marne, vient de partir en grève suite à l'annonce des augmentations. Les

300 résidents du foyer avaient fait la grève l'an dernier mais avaient dû reprendre le paiement suite aux pressions de l'Amicale des Algériens en Europe. Aujourd'hui, ils repartent en grève, fortifiés par les échecs, et cette fois, résolus à rejoindre le Comité de coordination, seul représentant des résidents et seul capable d'imposer des négociations globales conformes à l'intérêt des résidents.

Un délégué du comité résidents du foyer de Torcy (encore en formation à l'heure actuelle) venu à la fête de l'Unité avec ceux du foyer de Chelles fut tellement enthousiasmé par l'ambiance et la force de cette journée qu'il retourna à Torcy pour ramener d'autres résidents.

Ce qui se passe à Torcy confirme que la situation est excellente pour les résidents et bien sombre pour la Sonacotra.

Les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge de Chelles, quant à eux, les assurent de leur complet soutien et feront tout pour les aider.

Correspondant HR

Métro parisien

les nettoyeurs consolident leur grève

(Suite de la page une)

Dès le départ, il y a eu discussion et lutte notamment avec certains responsables syndicaux pour imposer que l'assemblée générale, qui a lieu tous les matins à la Bourse du Travail (85 rue Charlot - Paris 3e, métro République) à 10 h soit ouverte à tous ceux qui soutiennent la grève. C'est la majorité des grévistes qui a imposé cette décision, maintenant passée dans les faits. Bien entendu, les grévistes siègent en bas et seuls participent aux votes et à la discussion, mais cette pratique permet à d'autres travailleurs ou même à des étudiants d'assister à l'assemblée générale et d'y apprendre auprès des grévistes.

Pour prendre en main leur lutte, les travailleurs ont ensuite imposé l'élection d'un comité de grève. On sait que la direction de la CFDT a toujours combattu cette pratique et l'a fait repousser dans les derniers congrès confédéraux.

Certains au métro ont cru s'en tirer en proposant un comité de grève composé de délégués syndicaux, et purement formel dans son fonctionnement.

Cependant, quand le comité de grève, sur proposition des responsables syndicaux, a suggéré de reprendre en partie le travail (pour des raisons de sécurité !) et notamment de « ramasser les gros papiers en laissant les petits », l'assemblée générale a repoussé violemment une telle

idée et a changé une partie du comité de grève. Certains délégués ont fait leur autocritique.

De même, après les premières propositions de la RATP et des 6 entreprises sous-traitantes (vestiaires, gants, libre circulation sur le réseau RATP et 17 centimes de l'heure), l'assemblée générale a rappelé à la fermeté certains délégués sur la revendication essentielle : les 2 300 F par mois !

C'est cela qui s'appelle la démocratie ouvrière qui n'a rien à voir avec le spontanéisme ou l'antisyndicalisme mais qui fait tant peur aux dirigeants syndicaux révisionnistes ou réformistes. C'est cela le contrôle des masses sur leurs organisations de lutte, qui ne peut effrayer que des syndicalistes trompés ou influencés par une idéologie bourgeoise.

En tout cas, cela permet à la grève de continuer, malgré la tentative de faire faire le travail à d'autres, protégés par les flics la semaine dernière. C'est cela qui a permis à l'unité de se renforcer et contraint les patrons à un premier recul. Aujourd'hui, les travailleurs manifesteront rue Lafitte, devant le siège de la manutention ferroviaire.

Envoyez leur messages de solidarité et soutien financier, tous les matins à 10 h à la Bourse du Travail ou à la permanence du comité de grève tous les jours de 14 h à 16 h 30, 67 rue de Dun-

• Aix-en-Provence

Victoire contre un licenciement, victoire de la solidarité ouvrière

Jeudi 2 juin, la direction annonce le licenciement d'un collègue jugé « inapte » par la direction. Ce camarade de travail a eu une attaque d'hémiplégie (paralysie d'un côté du corps). Le délégué FO, dès la nouvelle, « démissionne » (le licencié était encore à « Force ouvrière » à ce moment-là). « Il a fait comme Ponce Pilate il s'en lave les mains », dira un ouvrier révolté par cette attitude. Les délégués CFDT se réunissent aussitôt et établissent un cahier de revendications : refus du licenciement, augmentation de la prime de transport indexée sur le prix de l'essence, prime de panier.

Le lendemain matin, le patron estimant cyniquement « qu'il n'y a pas d'urgence » refuse de recevoir les délégués. Alors pendant le repas, à la cantine, les délégués tiennent une réunion avec les ouvriers et décident la grève : 17 pour, 5 contre, dans l'atelier ; tous sortent devant les grilles et commencent le piquet de grève.

LE SOUTIEN DES MASSES ET DES OUVRIERS DU TRUST

Tous les jours, les grévistes se retrouvent devant l'entrée de l'usine et installent une banderole, des panneaux expliquant leurs revendications. Souvent, les routiers saluent les grévistes à grands coups de Klaxon, lèvent le poing. Un jour, même un convoi militaire transportant des chars est passé avec des bidasses levant le poing. De tels gestes de sympathie encouragent les grévistes. « Ça fait plaisir », disent-ils. Mais la solidarité la plus efficace vient des autres usines du trust. A Tours, les organisations syndicales deman-

dent au patron une réunion pour satisfaire les revendications d'Aix. A Hagondange, et Rive-de-Giers, les ouvriers envoient un télégramme menaçant le groupe Voyer d'entrer en grève, eux aussi. De plus, des délégués CFDT et CGT de Rive-de-Giers sont venus sou-

Des Essarts, c'est une petite usine de charpente métallique (54 personnes en tout) qui dépend du groupe Voyer (les autres boîtes sont à Tours, Hagondange, et Rive-de-Giers).

nir leurs camarades d'Aix, ce qui a été beaucoup apprécié par les grévistes. Pour essayer de casser le mouvement le patron a fait embaucher des intérimaires. La section CFDT a fait appel aussitôt à l'inspectrice du travail qui a dressé un procès verbal de « irrégularité commise par le patron en matière d'effectif et d'embauche ». Fou de rage, le patron quitte précipitamment la salle de réunion. Ainsi, devant la détermination des travailleurs, devant la solidarité des autres boîtes du trust le mépris qu'affiche le patron se transforme vite en grosse peur.

Le jeudi 9 juin, le patron demande à rencontrer les délégués. Lors de cette réunion, le patron accepte l'annulation du licenciement et s'engage à verser pendant la durée de la longue maladie (8 mois) le complément de 500 F, qui permettra au camarade de retrouver son salaire ; et il s'engage à le reprendre à un poste allégé dès qu'il sera rétabli.

• Clermont-Ferrand

Plus d'un mois de grève au SHR de Ladoux

Le SHR de Ladoux, dans la banlieue de Clermont, prépare des repas essentiellement pour les travailleurs de l'usine Michelin de Ladoux. Depuis cinq semaines, il y a grève totale pour 200 F pour tous, le 13e mois et d'autres revendications. Les travailleurs du SHR, soutenus par leur section CFDT et par l'Union interprofessionnelle de base de Clermont, sont passés aux référés où le juge a pris le parti de sa classe et ordonné l'expulsion.

Depuis une semaine, les grévistes ont adopté une forme de lutte offensive, malgré les pressions du pa-

tron (qui ne veut pas lâcher) et de Michelin (courage et de courtoisie) : ils organisent, une cantine sauvage au prix de 10 F. C'est un succès : un tiers des usagers habituels s'y rendent. Comme l'a dit un gréviste, « on est un petit Lip ». Quant à la CGT, fidèle à sa tradition de sabotage, elle s'oppose à cette action parce que c'est « illégal » (selon les patrons).

Au bout de plusieurs jours, deux « responsables » CGT, se sont rendus sur place. Pour voir... le gérant. Pas pour appuyer les travailleurs !

Correspondant HR

QUAND LE PATRON «ENTRAVE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL» !

Vendredi 10 : réunis en assemblée générale à la cantine, les travailleurs décident de suspendre le mouvement jusqu'à la réunion du Comité central d'entreprise qui aura lieu le 17 juin à Paris. La reprise est décidée pour 8 h 45.

Mais le patron refuse prétextant que la reprise du travail se fait soit à 7 h 45, soit à 12 h 45. Les travailleurs demandent alors que les heures soient payées et font constater par huissier « l'entrave à la liberté du travail ». L'humour de manque pas et l'ambiance est très bonne.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS

Les leçons à tirer de cette grève sont nombreuses :

• Logeais Jamin — Rennes

Hommage à Pierre Maitre et lutte pour les revendications

Mardi 7 juin, tous les ouvriers de l'entrepôt épicerie de l'usine ont débrayé 1/4 d'heure pour honorer la mémoire de P. Maitre et montrer ainsi l'unité des travailleurs contre la violence fasciste de la bourgeoisie.

Durant ce débrayage nous avons discuté et décidé de ne pas reprendre le travail l'après-midi.

En effet, depuis plus d'un mois, les conditions de travail se sont de plus en plus dégradées.

Les effectifs étant insuffisants, cela entraîne une surcharge de travail ; les locaux exigus font courir des risques aux ouvriers car les fenwickers frottent sans cesse les ouvriers préparant les commandes.

Nous demandons l'embauche de deux ouvriers, la titularisation des ouvriers sous contrat, l'amélioration des conditions de travail.

A 13 h 30, environ la moitié des ouvriers ne reprend pas le travail. Le patron étant en « conférence » en Finlande, c'est le directeur commercial qui « daigne » venir négocier avec nous.

Il nous dit qu'il a embauché un nouvel ouvrier mais qu'il n'est pas habilité à en embaucher un autre. Sur les conditions de travail, il se montre

« Cela montre que même si l'on est minoritaire, par rapport à l'effectif total, mais majoritaire par rapport aux ouvriers de l'atelier, on peut mener une lutte victorieuse », « et puis, la coordination entre les boîtes du trust a été formidable », dit un délégué.

Ce qu'on peut aussi constater, c'est que quand les délégués et les travailleurs se battent, sur les positions « classe contre classe », quand ils refusent la fatalité, la collaboration de classe, alors il est possible de vaincre. La jeune section CFDT s'est renforcée dans la lutte, elle a acquis de nouveaux militants, c'est un bon gage pour les luttes futures. Les ouvriers des Essarts sont fiers à juste titre de leur victoire et ils ont montré que la juste solidarité ouvrière n'est pas un simple slogan.

Correspondant HR avec un ouvrier des Essarts

• Logeais Jamin — Rennes

Hommage à Pierre Maitre et lutte pour les revendications

plus bavard, acceptant en parole les propositions que nous lui faisons et il nous promet un nouvel entrepôt pour l'année prochaine.

Seulement, cet entrepôt, cela fait une bonne dizaine d'années qu'ils en parlent... Quand l'un d'entre nous lui fait remarquer que c'est un miracle qu'il n'y ait pas encore eu d'accident, il nous répond froidement qu'il n'y a plus que six mois à tenir.

Mais le comble du cynisme, cet individu l'a atteint quand il a justifié l'emploi des contrats temporaires.

Il a déclaré qu'ils promettaient une souplesse de l'emploi et qu'il était honnête de faire un contrat de deux ou trois mois que de laisser espérer une place stable et de licencier en cours d'année.

Mais ces belles paroles n'ont pas entamé notre détermination, nous avons obtenu l'embauche de deux ouvriers et le paiement des deux heures de grève.

Pour ce qui est de la sécurité de l'emploi, la CFDT posera la question à Logeais dès cette semaine et nous sommes prêts à nous arrêter de nouveau pour obtenir la titularisation de tous les ouvriers sous contrat. Ce n'est qu'un début, le combat continue.

Correspondant HR